

## **CAP2030, plateforme multimodale et galerie commerciale CFF**

### **Marché de construction**

**Procédure sélective : 1<sup>er</sup> tour (appel à candidatures)**

**Soumise aux accords internationaux sur les marchés publics**

**Précédant la phase de mandats d'étude parallèles (2<sup>ème</sup> tour)**

## **SOMMAIRE**

1	COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL À CANDIDATURES .....	4
2	INFORMATIONS GÉNÉRALES .....	5
2.1	Pouvoir adjudicateur .....	5
2.1.1	Nom et adresse de l'adjudicateur.....	5
2.1.2	Présentation de l'adjudicateur.....	5
2.2	Marché .....	6
2.2.1	Type de marché.....	6
2.2.2	Genre et ampleur du marché .....	6
2.2.3	Marché divisé en lots .....	7
2.3	Candidat .....	8
2.3.1	Conditions pour être admis à soumissionner .....	8
2.3.2	Association de candidats .....	9
2.3.3	Sous-traitance .....	10
2.3.4	Candidatures multiples .....	11
2.3.5	Pré-implication.....	11
2.3.6	Incompatibilité.....	12
2.3.7	Conflit d'intérêts.....	13
3	DISPOSITIONS DE LA PROCEDURE .....	14
3.1	Bases légales .....	14
3.2	Description de la procédure .....	14
3.3	Membres du jury .....	15
3.4	Spécialistes-conseils .....	15
3.5	Langue officielle de la procédure .....	15
3.6	Anonymat .....	15
3.7	Émoluments d'inscription.....	15
3.8	Propriété et confidentialité des documents et informations .....	16
3.9	Confidentialité.....	16
3.10	Inscription et demande du dossier d'appel à candidatures.....	16
3.11	Visite du site d'exécution .....	16
3.12	Délai pour poser des questions.....	16
3.13	Délai pour la remise des candidatures .....	17
3.14	Ouverture des candidatures.....	17
3.15	Audition des candidats.....	17

<b>4</b>	<b>EXIGENCES RELATIVES À LA CANDIDATURE .....</b>	<b>18</b>
4.1	Présentation de la candidature .....	18
4.2	Recevabilité de la candidature .....	18
4.3	Indemnisation .....	18
4.4	Durée de validité de la candidature.....	18
4.5	Variante de candidature.....	18
4.6	Candidature partielle.....	18
4.7	Modifications de la candidature.....	18
<b>5</b>	<b>SELECTION.....</b>	<b>19</b>
5.1	Critères de sélection et pondération .....	19
5.2	Barème des notes.....	20
5.3	Contrôle et explications de la candidature .....	20
5.4	Décision de sélection.....	20
5.5	Renseignements relatifs à la décision de sélection .....	21
<b>6</b>	<b>INDICATIONS SUR LES MANDATS D'ETUDES PARALLELES (DEUXIEME TOUR) 22</b>	
6.1	Périmètres du MEP.....	22
6.2	Interactions entre les candidats et le jury .....	22
6.3	Calendrier .....	23
6.4	Indemnités.....	23
6.5	Equipe .....	23
6.6	Documents remis aux ET sélectionnées .....	24
6.7	Critères de jugement .....	25
<b>7</b>	<b>APPROBATION .....</b>	<b>26</b>
<b>8</b>	<b>VOIES DE RECOURS.....</b>	<b>26</b>

## 1 COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL À CANDIDATURES

Le dossier d'appel à candidatures est composé :

- a) du présent document
- b) du document informatif « Développement qualitatif et renouvellement des infrastructures de Genève Aéroport »
- c) du document de demande d'obtention du dossier d'appel à candidatures
- d) du dossier de dépôt de la candidature (à retourner avec tous les éléments requis en son sein dûment complété et signé, à l'Aéroport International de Genève (ci-après « Genève Aéroport » ou « GA »))
- e) des annexes liées à l'appréciation de la candidature (à retourner avec tous les éléments requis en son sein dûment complétés et signés, à l'Aéroport International de Genève (ci-après « Genève Aéroport » ou « GA »))
- f) de la check-list des documents constituant le dossier de candidature
- g) de l'attestation « **Engagement à respecter l'égalité entre hommes et femmes** » (à retourner dûment complétée et signée à Genève Aéroport)
- h) de la « **Déclaration relative aux conflits d'intérêts** » (à retourner dûment complétée et signée à Genève Aéroport)
- i) de la synthèse des programmes de CAP2030, la plateforme multimodale et la galerie commerciale CFF, contenant les informations essentielles relatives au projet
- j) de l'étiquette jaune (à coller sur le paquet contenant la candidature destiné à être envoyé à Genève Aéroport).

Le dossier d'appel à candidatures est composé de plusieurs fichiers informatiques. Certains fichiers sont remis, en plus du format « .pdf », dans leur format source pour que le candidat puisse remplir les documents de manière aisée (par exemple en format « .docx »). En cas de contradictions entre les formats d'un même document, le document en format « .pdf » prime.

Les documents listés aux lettres d) à j) seront fournis contre remise de la demande d'obtention du dossier d'appel à candidatures dûment remplie.

\*\*\*

**Par ailleurs, d'autres informations utiles sont accessibles sur Internet :**

- [www.simap.ch](http://www.simap.ch)  
(Système d'information sur les marchés publics en Suisse)
- [www.ge.ch/legislation](http://www.ge.ch/legislation)  
(Législation cantonale genevoise)
- [www.sbf.admin.ch](http://www.sbf.admin.ch)  
(Équivalence des diplômes en Suisse)
- [www.wto.org/french/tratop\\_f/qproc\\_f/memobs\\_f.htm](http://www.wto.org/french/tratop_f/qproc_f/memobs_f.htm)  
(Liste des pays qui offrent la réciprocité aux entreprises suisses en matière d'accès à leurs marchés publics)
- [www.gva.ch](http://www.gva.ch)  
(Site internet officiel de l'Aéroport International de Genève)
- <https://www.gva.ch/fr/Site/Professionnels/prestations-aeronautiques/tarifs-et-redevances-aeriennes>  
(Tarifs et redevances des prestations à GA)
- [www.gva.ch/CG-achats](http://www.gva.ch/CG-achats)  
(Conditions générales de l'Aéroport International de Genève relatives à l'achat de biens ou de services ainsi qu'à l'exécution d'un ouvrage)  
(Directive pour les travaux effectués sur le site de l'aéroport)  
(Directive environnementale applicable pour les prestations effectuées sur le site de l'aéroport de Genève).

## 2 INFORMATIONS GÉNÉRALES

### 2.1 Pouvoir adjudicateur

#### 2.1.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

**Aéroport International de Genève  
Route de l'aéroport 21  
CH – 1218 Le Grand-Saconnex  
Suisse**

#### 2.1.2 Présentation de l'adjudicateur

Genève Aéroport, dont l'exacte raison sociale est « *Aéroport International de Genève* », est un établissement public autonome depuis 1994, qui est au bénéfice d'une concession fédérale délivrée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication. Son autorité de tutelle est l'Office fédéral de l'aviation civile. L'entreprise compte plus de mille collaborateurs qui exercent une multitude de métiers différents. L'équilibre entre ses revenus aéronautiques (taxes d'atterrissage, redevances passagers, etc.) et ses revenus non aéronautiques (commerces, parkings, loyers, etc.) lui vaut de générer annuellement un chiffre d'affaires et un bénéfice d'exploitation importants (cf. rapports annuels et financiers publiés sur <https://www.gva.ch/fr/Site/Geneve-Aeroport/Publications/Institutionnel>).

D'une surface de 340 hectares (propriété de l'État de Genève), la plate-forme aéroportuaire est frontalière avec la France mais située exclusivement en territoire suisse. Elle héberge quelque 200 entreprises différentes qui salarient près de 10'000 personnes. Plate-forme industrielle par essence, Genève Aéroport constitue également un biotope hébergeant une flore et une faune particulière.

Le dynamisme de Genève Aéroport participe au rayonnement et au développement de la place économique, financière, touristique, culturelle, politique et diplomatique genevoise. Il constitue par ailleurs le moteur du développement d'un vaste bassin transfrontalier et irrigue une zone de chalandise qui s'étend, au-delà des cantons romands, vers les cantons alémaniques limitrophes, les départements français de la région Auvergne-Rhône-Alpes et le Nord de l'Italie.

En tant qu'aéroport responsable, Genève Aéroport oeuvre à concilier ses responsabilités économiques, sociales et environnementales dans une optique de développement durable. Cela se traduit par la recherche constante d'un équilibre entre soutien à l'économie de la région, satisfaction des passagers et préservation de l'environnement et du bien-être de tous. À ce titre, il met en oeuvre une politique environnementale volontariste pour limiter son empreinte écologique et les nuisances sonores, développe une politique d'employeur responsable vis-à-vis de son personnel et mobilise ses partenaires pour l'atteinte des objectifs de durabilité.

Genève Aéroport connecte la région à plus d'une centaine de destinations (en Europe et sur d'autres continents) et voit transiter par ses installations un nombre grandissant de passagers. Situé à sept minutes du centre-ville de Genève en train, Genève Aéroport est desservi par un important réseau de transports en commun, de routes et d'autoroutes. Sa nature urbaine vaut à la plate-forme d'être également un lieu de vie culturelle et commerciale qui s'offre aux riverains au-delà des seules personnes venant prendre un avion ou chercher un voyageur.

Distingué à plusieurs reprises pour son efficience, Genève Aéroport se caractérise par la qualité du service qu'il entend rendre à ses clients et par ses efforts en faveur de la ponctualité.

## **2.2 Marché**

### **2.2.1 Type de marché**

Au sens de la législation sur les marchés publics, le marché faisant l'objet de l'appel à candidatures est un marché de construction (gros-œuvre).

### **2.2.2 Genre et ampleur du marché**

Le terminal principal de Genève Aéroport est l'un des plus anciens terminaux en Europe utilisant encore son infrastructure originelle avec un nombre important d'extensions et d'ajouts. Ce bâtiment qui a fêté ses 50 ans en 2018 a été conçu pour pouvoir absorber initialement 7 millions de passagers par an. Il en accueille aujourd'hui en temps ordinaire plus de 17 millions.

Au fil des dernières années, Genève Aéroport a maintenu un niveau de service acceptable en réalisant de multiples extensions ou aménagements ponctuels. Cependant malgré ces efforts accrus, le Terminal T1 souffre de congestions importantes notamment en périodes de pointe et d'un manque de modularité des surfaces pour répondre aux enjeux d'aujourd'hui.

Dans les prochaines décennies, un renouvellement complet du terminal T1 sera indispensable afin d'assurer l'exploitation. En effet, à l'horizon 2040, l'état de vétusté ne sera pas compatible tant au niveau sécurité, avec une infrastructure accueillant un grand nombre de personnes, qu'en termes de confort souhaité par GA pour ses passagers. Pour mettre en œuvre le renouvellement du T1, il est indispensable de prévoir un phasage qui permette d'assurer l'opérabilité de la plateforme durant les travaux.

De plus, l'infrastructure actuelle ne pourra pas répondre aux besoins à moyen terme à horizon 2030-2035, tant sur le plan de la gestion des pointes d'affluence de passagers que sur l'espace à disposition des concessions commerciales (magasins, restaurants par exemple). En effet, les surfaces sont actuellement insuffisantes dans les périodes de grande affluence. Les projections de passagers en période de pointe qui permettent de dimensionner l'infrastructure à l'horizon 2030 sont estimées à 3'600 pax/h aux départs et aux arrivées. Pour l'horizon 2040, les estimations sont de 4'190 pax/h aux départs et 4'050 pax/h aux arrivées.

Au vu des besoins futurs d'accueil, Genève Aéroport a lancé diverses études ces dernières années afin de pouvoir répondre à la demande capacitaire à venir. Ainsi, CAP2030 ressort aujourd'hui comme l'étape la plus réaliste permettant à l'horizon 2040 de répondre aux besoins. En effet, ce projet est la première étape qui consistera à délocaliser, dans une extension du T1 actuel, une partie des activités (enregistrement, contrôle sûreté, ...). Cela permettra dans un second temps de renouveler le terminal existant (hors marché).

Afin de répondre à ses engagements en matière de durabilité, Genève Aéroport a décidé de faire certifier l'extension du terminal passager selon le label de construction durable DGNB. L'objectif de cette démarche est d'améliorer la performance du bâtiment tout au long de son cycle de vie sur la base d'objectifs à atteindre notamment en matière de confort et santé des usagers, de gestion de l'énergie et de préservation des ressources naturelles et d'optimisation des coûts. Etant donné la complexité du projet et la diversité des affectations, un modèle d'évaluation sur mesure (DGNB Flex) sera développé par Genève Aéroport en collaboration avec un expert externe.

L'accessibilité à l'aéroport est un enjeu majeur, compte tenu notamment de l'environnement très contraint et des développements du secteur. Les besoins sont basés sur une stratégie claire de transfert modal ambitieux. La plateforme multimodale, prérequis pour réaliser CAP2030, doit permettre d'offrir une organisation optimisée des transports en zone premium avec un confort, une lisibilité et une capacité accrue pour les transports publics. L'implantation de cette infrastructure qui sera située sur la superstructure de la gare CFF va permettre de réaménager la galerie commerciale des CFF afin d'apporter une cohérence avec le niveau arrivées projeté dans le cadre de CAP2030.

Une étude de pré faisabilité a été élaborée entre juillet et octobre 2017 par les consultants en expertise aéroportuaire (NACO) ainsi qu'un groupement de trois mandataires ingénieurs civils pour la partie ingénierie structurelle. Sur cette base, une première étude de faisabilité a été établie par le bureau d'architecture Richter Dahl Rocha entre mai 2018 et février 2019. Ces deux études se sont avérées non réalisables du point de vue opérationnel.

Suite à ce travail, Genève Aéroport a donc lancé une seconde étude de faisabilité avec pour objectif de développer un programme surfacique-fonctionnel et une image du possible. Cette seconde étude a été réalisée par le bureau d'architecture Itten+Brechbühl de mi-2019 à mi-2020. Fort de cette nouvelle étude, GA a décidé d'engager le projet CAP2030.

Le marché mis en concurrence porte sur la conception, la construction et la maintenance partielle des trois projets suivants :

1. CAP2030, à savoir l'adaptation et l'extension du terminal passager ainsi que les accès (maîtrise d'ouvrage Genève Aéroport) ;
2. La plateforme multimodale, à savoir l'adaptation et l'extension de la zone d'accès et de dépose pour le terminal, incluant le gros-œuvre d'une extension au nord de la galerie commerciale CFF (maîtrise d'ouvrage Genève Aéroport) ;
3. La galerie commerciale de la gare CFF, à savoir le second œuvre pour le réaménagement de l'existant et l'aménagement de l'extension au nord (hors maintenance, maîtrise d'ouvrage CFF).

Ce marché, qui devrait se dérouler de 2023 à 2032, sera adjugé à l'entreprise totale recommandée par le jury.

L'entreprise totale adjudicataire signera deux contrats distincts : un pour CAP2030 et la plateforme multimodale (points 1 et 2 ci-dessus), et un autre pour la galerie commerciale de la gare CFF (point 3 ci-dessus). Ce dernier contrat constitue une option, que CFF décidera de commander ou non, après l'adjudication. Pour CAP2030 et la plateforme multimodale, le marché sera constitué d'une tranche ferme (conception [phases SIA 31 à 33]) et de tranches conditionnelles (réalisation [phases SIA 41 à 53] et maintenance [phases 60]).

L'entreprise totale (ci-après « ET ») adjudicataire aura pour responsabilités de concevoir les ouvrages précités, d'obtenir les autorisations et les labellisations nécessaires, d'exécuter les travaux, de mettre en place les équipements, d'assurer la mise en service du bâtiment, de garantir les performances contractuelles de l'ouvrage conformément au cahier des charges et aux lois et réglementations en vigueur ainsi que les prestations d'entretien-maintenance (sans facility management) par une série de contrats d'entretien-maintenance.

À titre indicatif, la valeur totale du marché est estimée à CHF HT 520 millions (inclus option - hors coûts pour la maintenance). Ce montant n'engage nullement GA. Le candidat ne pourra formuler aucune revendication si le montant du marché attribué et/ou réalisé diffère de cet estimatif.

Le prix de la tranche ferme ne pourra, en principe, pas dépasser CHF HT 24.6 millions.

### 2.2.3 Marché divisé en lots

GA n'a pas divisé le marché en plusieurs lots.



## **2.3 Candidat**

### **2.3.1 Conditions pour être admis à soumissionner**

Le candidat et ses sous-traitants doivent respecter les articles 31, 32 et 33 du règlement sur la passation des marchés publics (RS GE L 6 05.01, RMP). Ainsi, pour le présent appel à candidatures, il doit démontrer son aptitude à exécuter le marché (cf. Annexe A Aptitude du candidat) ainsi que le respect d'autres conditions de participation.

#### ***Aptitude***

1. Le candidat (en cas d'association de candidats, le pilote et l'autre associé) exerce une activité de construction régulière et référencée depuis plus de 3 ans, la date d'inscription au Registre du commerce (ou similaire) faisant foi.
2. Le candidat (en cas d'association de candidats, le pilote ou l'autre associé) a réalisé un chiffre d'affaires annuel pour l'activité de construction, sur les exercices comptables de 2017, 2018 et 2019 supérieur ou égal à CHF HT 500 mios et sur l'exercice comptable de 2020 supérieur ou égal à CHF HT 300 mios. Ces chiffres d'affaires seront attestés par les bilans et comptes d'exploitation des années considérées.
3. Le candidat s'engage à fournir, en cas de sélection, dans les 10 jours suivant la notification par GA de l'entrée en force de la décision de sélection, une garantie bancaire ou d'assurance de soumission, payable à première réquisition, égale à CHF 2'000'000.- issue d'une banque ou d'une assurance agréée par la FINMA. Son coût est à la charge du candidat. Cette garantie doit être valable jusqu'au 31 décembre 2023, être soumise au droit suisse et prévoir le lieu d'exécution et le for juridique exclusif à Genève. Cette garantie sert à indemniser GA, dans le cas où le candidat :
  - retirerait sa candidature/son offre pendant la durée de validité de la candidature/l'offre en question et ceci sans l'accord de GA ;
  - ne mettrait pas à disposition les ressources nécessaires pour mener à bien les mandats d'études parallèles et rendre les éléments demandés dans les délais fixés par GA ;
  - ne signerait pas le contrat qui lui aura été attribué conformément aux termes de son offre ;
  - après avoir signé le contrat ne fait pas parvenir la garantie de bonne exécution et de bonne fin prévue par ledit contrat.
4. Le candidat (en cas d'association de candidats, le pilote et/ou l'autre associé) fournit une référence qui doit impérativement présenter les conditions cumulatives suivantes :
  - réceptionnée depuis le 01.01.2010
  - relative à un marché de conception-construction
  - réalisée par le candidat en nom propre ou dans un groupement / consortium dans lequel il détenait a minima 50% des parts et dans lequel il était le pilote
  - d'une surface de plancher construite et/ou rénovée supérieure ou égale à 50'000 m<sup>2</sup>
  - relative à un ouvrage recevant du public.
5. Le candidat (en cas d'association de candidats, le pilote et/ou l'autre associé) fournit une référence qui doit impérativement présenter les conditions cumulatives suivantes :
  - différente de la référence 1
  - réceptionnée depuis le 01.01.2010
  - relative à un marché de conception-construction
  - réalisée par le candidat en nom propre ou dans un groupement / consortium dans lequel il détenait a minima 50% des parts et dans lequel il était le pilote
  - d'une surface de plancher construite et/ou rénovée supérieure ou égale à 20'000 m<sup>2</sup>



- relative à un ouvrage recevant du public
  - présentant des travaux réalisés dans un site occupé.
6. Pour le dépôt de la candidature, les équipes candidates devront impérativement être constituées de :
- Entreprise totale (candidat)
  - Architecte (sous-traitant)
  - Bureau spécialisé en ingénierie aéroportuaire (sous-traitant si l'entreprise totale ne dispose pas de cette compétence en interne).

L'architecte devra impérativement être un mandataire externe de l'entreprise totale.

Le bureau spécialisé en ingénierie aéroportuaire (cas échéant) pourra être un mandataire externe de l'entreprise totale capable de traiter les domaines suivants :

- Expertise en sûreté aéroportuaire
- Expertise en exploitation aéroportuaire
- Planification aéroportuaire
- Ingénierie des process aéroportuaires (tri bagages, enregistrement, sûreté, etc.)
- Dimensionnement et conception de grands espaces intégrant des flux de voyageurs
- Expérience passagers.

### **Autres conditions de participation**

7. Le candidat (en cas d'association de candidats, le pilote et l'autre associé) fournit les attestations liées à son intégrité sociale et fiscale ainsi qu'au respect des usages professionnels et des conditions de base relatives à la protection des travailleurs pour le personnel appelé à travailler sur le territoire genevois telles que décrites aux lettres B et C du chapitre 2 du Dossier de dépôt de la candidature.

Il doit fournir en même temps que sa candidature l'identité et les attestations précitées pour les sous-traitants demandés, c'est-à-dire l'architecte et, le cas échéant, le bureau spécialisé en ingénierie aéroportuaire.

8. Le candidat (en cas d'association de candidats, le pilote et l'autre associé) et ses sous-traitants doivent également ne pas être sous le coup d'une décision en vigueur, qui est référencée sur la liste des entreprises genevoises et non genevoises ne respectant pas les conditions de travail en usage à Genève tenue par l'Office cantonal de l'inspection et des relations du travail (OCIRT) ni sur celles du SECO des entreprises ayant fait l'objet d'une sanction entrée en force, prononcée en vertu de la loi sur le travail au noir (RS 822.41, LTN) et de la loi sur les travailleurs détachés (RS 823.20, LDét).
9. Le candidat (en cas d'association de candidats, le pilote et l'autre associé) et ses sous-traitants ont leur siège ou leur domicile sur le territoire suisse, dans un État signataire de l'accord GATT de l'OMC sur les marchés publics (sous réserve de réciprocité) ou dans un autre État pour autant que des accords contractuels ad hoc aient été conclus.

À la réception des candidatures et en cas de manquement formel lié à la remise de documents demandés, GA peut décider d'octroyer à un candidat défaillant un délai pour réparer ledit manquement.

#### **2.3.2 Association de candidats**

L'association d'entreprises totales, sous la forme d'une société simple est admise, mais au maximum pour deux entreprises totales ayant deux raisons sociales différentes (entités juridiques distinctes) mais affiliées au même groupe de sociétés.

Les autres membres de l'équipe, s'ils sont externes à l'entreprise totale, interviendront impérativement comme sous-traitants.

L'association de deux entreprises totales en vue de répondre au présent appel à candidatures ne doit pas nuire à la saine et efficace concurrence et ne doit pas créer une position cartellaire. Chaque membre doit répondre aux mêmes exigences et conditions de participation à la procédure, sous-entendu qu'il doit également respecter toutes les conditions du présent appel à candidatures. Les rapports des associés entre eux sont régis par les règles de la société simple, au sens des articles 530 ss du Code suisse des obligations (RS 220, CO), elle n'a donc pas de personnalité juridique.

**Chaque membre répond personnellement et solidairement des engagements et de toutes obligations pris par les associés résultant de ce contrat, dans les limites fixées par le CO.** En dérogation à l'article 535 CO, les associés nomment une des deux entreprises totales « *pilote* » qui a qualité de mandataire général pour agir en leur nom auprès de GA ou pour recevoir valablement toute communication au nom de ce dernier. Ce « *pilote* » est le garant des bons rapports entre associés. L'adresse, à laquelle doit parvenir toute correspondance administrative et technique, est celle du « *pilote* ». En cas de carence ou de disparition de l'un des membres, la suite de l'exécution du marché est assumée par les autres, sans préjudice des conséquences financières et juridiques découlant de la situation. La dissolution ne peut intervenir qu'après l'extinction des délais légaux de garantie. Le contrat de société simple ne prendra fin que lorsque toutes les obligations de l'association découlant du présent marché, y compris sa responsabilité à l'égard de GA, auront été exécutées ou seront prescrites.

### 2.3.3 Sous-traitance

Les sous-traitants devront être impérativement annoncés et remplir les exigences demandées dans le présent document au stade de la candidature, sous peine d'exclusion.

Après le dépôt de la candidature, la composition de l'équipe candidate ne pourra pas être modifiée. Elle sera complétée en phase de mandats d'étude parallèles, en cas de sélection de l'équipe candidate (cf. chapitre 6).

L'architecte sera obligatoirement un mandataire externe de l'entreprise totale et devra impérativement fournir une copie de son inscription au registre A ou B des architectes. Les architectes professionnels étrangers non inscrits au REG devront présenter une attestation d'équivalence du REG (<https://reg.ch/fr/attestation-2/>).

L'architecte sera impérativement un sous-traitant direct (1<sup>er</sup> rang) de l'entreprise totale candidate. Cas échéant, le bureau spécialisé en ingénierie aéroportuaire sera également un sous-traitant direct (1<sup>er</sup> rang) de l'entreprise totale candidate.

GA accorde une importance particulière au fait que tous les sous-traitants respectent les conditions de travail en vigueur. À cet effet, GA ne se contente pas d'imposer à l'adjudicataire des obligations contractuelles à propos de ses sous-traitants. Pour les marchés de construction, des contrôles sur site sont organisés et l'entreprise adjudicataire doit s'engager par contrat à répondre **solidairement** du manquement de ses sous-traitants, en particulier pour ce qui est de leurs obligations comme employeurs à l'égard de leur personnel. En cas de manquements, des peines conventionnelles sont prévues dans le contrat.

Le régime de la sous-traitance imposé à l'ET adjudicataire à l'issue du MEP est précisé dans les contrats d'Entreprise Totale. La sous-traitance en chaîne est interdite au-delà du 3<sup>ème</sup> degré, sauf accord préalable de GA. L'Article 35 al. 6 du Règlement sur la passation des marchés publics (L 6 05.01) est applicable.

Par ailleurs, l'ET adjudicataire ne pourra pas sous-traiter les tâches dévolues aux personnes clés suivantes :

- le responsable du projet de construction (pilote ET) ;

- le planificateur ;
- le BIM manager ;
- le responsable de la direction de travaux.

### 2.3.4 Candidatures multiples

Un candidat doté de la personnalité juridique, seul ou en tant que candidat associé, ne peut déposer qu'une seule candidature. À défaut, toutes les candidatures du/des candidat(s) concerné(s) seront exclues du marché si, après interpellation, le candidat maintient plusieurs candidatures. Un sous-traitant d'une candidature ne peut apparaître comme un sous-traitant dans une autre candidature. À défaut, toutes les candidatures où apparaissent le sous-traitant concerné seront exclues du marché si, après interpellation, le sous-traitant est maintenu dans plusieurs candidatures. De même, un candidat ne peut apparaître comme sous-traitant dans une autre candidature. À défaut, toutes les candidatures où il apparaît seront exclues du marché si, après interpellation, il est maintenu dans plusieurs candidatures.

### 2.3.5 Pré-implication

Liste des personnes physiques ou morales pré-impliquées qui ont été autorisées à participer à la procédure :

Nom de la personne physique ou morale	Type de prestation
ACAU ARCHITECTURE SA	Etudes de faisabilité A et B
AIRSIDE GmbH	Etude de faisabilité B
AMSTEIN + WALTHER GE SA	Etudes de faisabilité A et B - Plateforme CFF
BG INGÉNIEURS CONSEILS SA	Etudes de faisabilité A et B - Plateforme CFF
BMS ATELIER D'ARCHITECTURE B. MOCELIN	Etude plateforme CFF
CCHE La Vallée SA	Etude de faisabilité plateforme CFF
CCHE Nyon SA	Etude de faisabilité plateforme CFF
CSD INGENIEURS CONSEILS SA	Etude de faisabilité B
DE CERENVILLE GEOTECHNIQUES SA	Etudes de faisabilité A et B
EMCH AND BERGER VERKEHRSPLANUNG	Etude plateforme CFF
FOSTER + PARTNERS Ltd	Etude de fais. A et programme commercial
FSE FIRE SAFETY AND ENGINEERING SA	Etude de faisabilité B
HASKONINGDHV NEDERLAND B.V.	Etude de faisabilité A
HBI HAERTER AG	Etude plateforme CFF
HKD GEOMATIQUE SA	Etudes de faisabilité A et B - Plateforme CFF
INGENI SA	Etude de faisabilité A
INTERFACE TRANSPORTS SAS	Etude logistique
ITTEN BRECHBUHL SA	Etude de faisabilité B
M+S INGENIEURS CONSEILS SARL	Etude de faisabilité plateforme CFF
PRAGMA CONSULTING Ltd	Etude de fais. A et programme commercial

RICHTER-DAHL ROCHA ET ASSOCIES	Etude de faisabilité A
ROLAND RIBI ET ASSOCIES SA	Etude de faisabilité A - Plateforme CFF
SANJA SAVIC ARCHITECTURE	Pré-programme étude de faisabilité A
SOFIES SA	Etude de faisabilité B (mandat de logistique)
T INGENIERIE SA	Etudes de faisabilité A et B
TEKHNE SA	Etudes de faisabilité A et B
WALTGALMARINI AG	Etude faisabilité A
YOSHIHIRO NAGAMINE	Etude de faisabilité B
ZS INGENIEURS CIVILS SA	Etude de faisabilité plateforme CFF

En cas de participation à la procédure, la personne physique ou morale concernée doit être prête à faire la démonstration qu'elle ne possède pas d'avantage prépondérant, particulier ou déterminant, par rapport aux autres candidats, qui pourrait fausser le jeu de la concurrence.

Les documents listés dans le tableau ci-dessus ne sont pas pertinents pour le présent appel à candidatures, raison pour laquelle GA ne les communique pas à ce stade. Ils sont toutefois consultables par les entreprises inscrites à l'appel à candidatures sur simple demande par mail auprès de [cap2030@cougarmanagement.ch](mailto:cap2030@cougarmanagement.ch).

Le fait qu'un candidat ait pu obtenir une information ou un document de manière privilégiée par rapport aux autres candidats, représente une violation grave du principe de l'égalité de traitement et entraîne son exclusion immédiate de la procédure. GA se réserve le droit de déposer une requête en dommages et intérêts s'il estime que cela a nui à l'efficacité de la mise en concurrence ou que cela lui a apporté un préjudice important.

### 2.3.6 Incompatibilité

Liste des personnes physiques ou morales pré-impliquées qui ne sont pas autorisées à participer à la procédure en tant que candidat ou sous-traitant, y compris lors de l'exécution du présent marché :

Nom de la personne physique ou morale	Type de prestation
COUGAR MANAGEMENT SA et autres entreprises groupe Cougar	Assistant à Maîtrise d'Ouvrage
GROUPE EGIS et toutes ses filiales	Programmist
L'ETUDE SWISS LAWYER SNC	Conseils juridiques en matière contractuelle
SAGUEZ ET PARTNER	Spécialiste-conseil
TG CONCEPT	Spécialiste-conseil
Jean-Baptiste Zufferey, UNIFR	Spécialiste-conseil
Entreprises citées sous chapitre 3.3	Membres du jury

Il est rappelé que toute personne physique ou morale qui a participé à la préparation et à l'organisation de la procédure, ainsi qu'aux démarches d'aide à la décision et à l'élaboration des documents, est informée qu'elle possède un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'elle détient. Elle ne peut donc pas transmettre des informations ou des documents à des tiers, qu'elle participe ou non à la procédure, sauf sur autorisation de la part de GA ou via ce dernier.

Le fait qu'un candidat ait pu obtenir une information ou un document de manière privilégiée par rapport aux autres candidats, représente une violation grave du principe de l'égalité de traitement et entraîne son exclusion immédiate de la procédure. GA se réserve le droit de déposer une requête en dommages et intérêts s'il estime que cela a nui à l'efficacité de la mise en concurrence ou que cela lui a apporté un préjudice important.

#### 2.3.7 Conflit d'intérêts

Les candidats (inclus membres, sous-traitants, personnel) doivent impérativement annoncer dans leur candidature s'ils sont en présence ou non de situation(s) de conflit d'intérêts avec un membre du jury ou un suppléant en remettant la « *déclaration relative aux conflits d'intérêts* » dûment remplie.

Un contrat portant sur des services, travaux ou fourniture, liant un candidat (ou un sous-traitant) à Genève Aéroport, en cours d'exécution, mais ne concernant pas le projet CAP2030, n'est pas considéré comme entraînant une situation de dépendance.

Si, après vérification, le conflit d'intérêts est avéré avec une personne morale selon GA, le membre du jury, le suppléant ou le spécialiste-conseil concerné se récusera. Le membre du jury récusé sera remplacé par son suppléant. En cas de récusation également du suppléant, GA sera libre de choisir un nouveau membre du jury. GA est également libre de choisir un nouveau spécialiste-conseil.

Si, après vérification, le conflit d'intérêts est avéré avec une personne physique selon GA, le candidat devra impérativement enlever cette personne physique de l'équipe proposée pour éliminer le conflit d'intérêts et la remplacer par une personne aux expériences et compétences similaires.

### 3 DISPOSITIONS DE LA PROCEDURE

#### 3.1 Bases légales

La procédure est soumise notamment :

- à l'Accord du GATT / OMC sur les marchés publics du 15.04.94 (RS 0.632.231.422, AMP) ;
- à l'Accord du 21 juin 1999 entre la Confédération suisse et la Communauté européenne sur certains aspects relatifs aux marchés publics (avec annexes et acte final) (RS 0.172.052.68) ;
- à la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 (RS 251, LCart) ;
- à la Loi fédérale sur la concurrence déloyale du 19.12.86 (RS 241, LCD) ;
- à la Loi fédérale sur le marché intérieur du 06.10.95 (RS 943.02, LMI) ;
- à l'Accord intercantonal sur les marchés publics du 25.11.94, (RS GE L 6 05, AIMP) ;
- à la Loi cantonale autorisant le Conseil d'État à adhérer à l'accord intercantonal sur les marchés publics (RS GE L 6 05.0) ;
- au Règlement sur la passation des marchés publics (RS GE L 6 05.01, RMP).

#### 3.2 Description de la procédure

La procédure retenue est une procédure se déroulant en 2 tours:

- **1<sup>er</sup> tour**      **Sélection**  
Dans un premier temps, GA sélectionne trois entreprises totales admises à participer aux mandats d'étude parallèles, sur la base des critères de sélection. Cette première étape est définie dans le présent document.
- **2<sup>ème</sup> tour**      **Mandats d'étude parallèles portant sur les études, la réalisation et la maintenance, à un degré**  
Les entreprises totales sélectionnées participeront alors aux mandats d'étude parallèles qui correspondront à l'élaboration de projets et d'offres d'entreprises totales par le biais de visites, présentations, ateliers, critiques et rendus.

Les mandats d'études parallèles correspondent à « *une procédure par laquelle un même mandat est confié à plusieurs prestataires en vue de proposer des solutions relatives à un projet de construction* » (cf. art. 2 let. f RMP). Le cœur de cette procédure originale et non discriminatoire est constitué par les échanges entre les candidats et le jury sur le choix des solutions permettant de répondre au mieux aux besoins du maître d'ouvrage. Cette procédure a été retenue compte tenu de la complexité du marché, et notamment l'exigence de maintenir l'activité de l'aéroport international de Genève pendant les travaux.

Pendant la phase de mandats d'étude parallèles, le jury se réserve la possibilité de demander aux entreprises totales de travailler selon un mode de « *design to cost* » c'est-à-dire de proposer des optimisations de leurs projets pour atteindre la cible budgétaire fixée par le maître d'ouvrage.



### 3.3 Membres du jury

Dans une procédure de mandats d'étude parallèles, le jury est en règle générale désigné par l'expression « *collège d'experts* ». Pour faciliter la compréhension, le terme de « jury » sera utilisé tout au long de la procédure. Le jury sera amené à juger les projets.

Nom et prénom	Titre	Fonction au sein du jury
M. André Schneider	Directeur général GA	Président du jury
M. Michel Fabre	Membre du conseil d'administration GA	Membre non professionnel
M. Jean-Luc Portier	Représentant direction des opérations GA	Membre non professionnel
M. Pierre Germain	Directeur commercial et développement GA	Membre non professionnel
M. Philippe Moraga	Directeur infrastructures GA	Membre professionnel
M. Bertrand Reich	Membre du conseil d'administration GA	Membre professionnel
M. Yves Jacot	Représentant CFF Immobilier	Membre professionnel
Mme Bénédicte Montant	Architecte-urbaniste, 3BM3	Membre professionnelle
M. Eric Maïno	Em Maïno conseil Sàrl	Membre professionnel
M. Thierry Messenger	Etat de Genève, DI, Office Cantonal des Transports	Membre professionnel
M. Francesco Della Casa	Architecte Cantonal, Etat de Genève	Membre professionnel
Mme Aline Vaglio	Directrice des finances GA	Suppléante non profess.
M. François Vaultier	Administrateur Cougar Group	Suppléant professionnel
M. Claude Vian	Chef département Grands Projets GA	Suppléant professionnel
M. Philippe Scherble	Représentant CFF Immobilier	Suppléant professionnel

Les suppléants participent à toutes les séances et, s'ils ne remplacent pas un membre du jury, n'ont qu'une voix consultative.

### 3.4 Spécialistes-conseils

Pour l'appréciation de thématiques particulières, le jury fait appel à des spécialistes-conseils. Ceux-ci n'ont qu'une fonction consultative et ne disposent pas de droit de vote. Les spécialistes-conseils ne sont pas autorisés à participer à la procédure en tant que candidat ou en tant que sous-traitant, y compris lors de l'exécution du présent marché. GA peut faire appel à des spécialistes conseils internes et externes.

### 3.5 Langue officielle de la procédure

La langue officielle acceptée pendant la durée de la procédure pour toute information, audition et échange de documents (documentation, courriers, candidature, etc.) est le français.

### 3.6 Anonymat

La procédure n'est pas anonyme.

### 3.7 Émoluments d'inscription

Aucun émoulement n'est prévu dans le cadre de cette procédure.



### **3.8 Propriété et confidentialité des documents et informations**

Tous les documents et études déposés par les candidats indemnisés pour leur prestation sont de la propriété exclusive de GA, la propriété intellectuelle restant réservée.

Lors du dépôt de sa candidature, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles ; à défaut et en cas de recours, GA transmet l'entier de la candidature à la Cour de justice et aux parties à la procédure. GA conserve les candidatures de tous les candidats tant que les délais de recours ne sont pas échus.

### **3.9 Confidentialité**

Le candidat veille à la confidentialité de toutes les informations qui ne sont pas publiques ou librement accessibles au public dont il a connaissance à l'occasion de l'exécution de ses obligations. L'obligation de confidentialité débute avant la conclusion du Contrat, à savoir dès l'obtention du dossier d'appel à candidatures, et se prolonge indéfiniment. L'observation des devoirs légaux d'information demeure réservée.

### **3.10 Inscription et demande du dossier d'appel à candidatures**

Le document de demande du dossier de candidature est téléchargeable sur le site Internet [www.simap.ch](http://www.simap.ch). Le candidat complète, date et signe ce document qu'il envoie par mail à l'adresse [cap2030@cougarmanagement.ch](mailto:cap2030@cougarmanagement.ch) avec l'annexe indiquée. GA contrôle la complétude et la bonne forme de ces documents et transmet cas échéant le dossier d'appel à candidatures au candidat par mail. L'envoi par le candidat du document de demande du dossier de candidature vaut inscription.

L'adresse électronique transmise par le candidat pour la réception du dossier peut être utilisée par GA pour toute communication qu'il juge utile dans la procédure. GA n'est pas responsable en cas de non-acheminement ou de mauvaise transmission des courriers électroniques.

La liste des documents transmis est fournie au chapitre 1 du présent document.

### **3.11 Visite du site d'exécution**

Aucune séance d'information et/ou visite du site d'exécution n'est prévue dans le cadre de cet appel à candidatures.

### **3.12 Délai pour poser des questions**

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le :

**Vendredi 22 octobre 2021**

**Exclusivement par mail à l'adresse [cap2030@cougarmanagement.ch](mailto:cap2030@cougarmanagement.ch)**

Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par GA ; elles ne doivent divulguer aucune information confidentielle liée à GA.

GA répond uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par mail. GA ne traite aucune demande par téléphone, par courrier et/ou par oral.

GA se réserve le droit d'évaluer la pertinence des demandes de précisions par rapport à la procédure d'appel d'offres ; il peut ainsi décider si une réponse est à donner ou non.

Les réponses sont communiquées par GA par mail exclusivement.

GA n'est pas responsable en cas de non-acheminement ou de mauvaise transmission des questions/réponses.

### **3.13 Délai pour la remise des candidatures**

Les candidatures doivent parvenir à GA soit **par voie postale**, soit par **dépôt en main propre**.

En cas de remise **par voie postale** les candidatures doivent parvenir au plus tard le :

**Lundi 6 décembre 2021 à 11h00**

**auprès de**

**Aéroport International de Genève  
À l'attention du service Achats  
Case postale 100 – 1215 Genève 15  
Suisse**

**Seules la date et l'heure d'arrivée du dossier feront foi.** La date d'envoi ne sera pas prise en compte. Il appartient au candidat de tout mettre en œuvre pour respecter cette échéance.

Compte tenu de la crise sanitaire, en cas de **remise en main propre** les candidatures devront être déposées à la **réception de GA située au 5<sup>ème</sup> étage, 21 route de l'Aéroport, 1218 Le Grand-Saconnex, Suisse uniquement le lundi 6 décembre 2021 de 8h00 à 11h00.**

### **3.14 Ouverture des candidatures**

GA ne procède pas à une ouverture publique des candidatures.

### **3.15 Audition des candidats**

Aucune audition n'est envisagée durant la phase de sélection. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un candidat pour clarifier des informations contenues dans son dossier de candidature sans pour autant qu'il ait l'obligation de poser des questions à chaque candidat. Cas échéant, le candidat ne pourra pas apporter d'éléments nouveaux ou modifier son dossier, au risque de se voir exclu de la procédure.

Cas échéant, l'audition fera l'objet d'un procès-verbal dans lequel seront énumérées les informations essentielles qui ont été échangées au cours de l'audition. Le procès-verbal mentionnera également le lieu, la date, la durée et les noms des personnes présentes. Le procès-verbal ne sera pas transmis aux autres candidats.

## 4 EXIGENCES RELATIVES À LA CANDIDATURE

### 4.1 Présentation de la candidature

Le candidat doit déposer sa candidature en respectant la forme décrite en première page du dossier de dépôt de la candidature.

### 4.2 Recevabilité de la candidature

GA ne prend en considération que les candidatures qui respectent les conditions de participation.

À défaut, la candidature est déclarée irrecevable.

Un candidat est également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement GA en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (clé USB, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire, peuvent être invoqués par GA.

En cas de doute sur la recevabilité d'une candidature, GA procède à une vérification plus approfondie. En cas de manquement de peu d'importance, GA se réserve le droit d'impartir un délai complémentaire au candidat défaillant pour réparer ledit manquement.

### 4.3 Indemnisation

L'élaboration d'une candidature ne donne droit à aucune indemnité. Le candidat ne peut donc faire valoir une note de frais ou une indemnisation auprès de GA pour toute démarche se rapportant à la procédure ou pour le rendu de sa candidature.

### 4.4 Durée de validité de la candidature

La durée de validité de la candidature est au minimum de **12 mois à compter de la date du dépôt de la candidature, mais dans tous les cas la candidature doit rester valable jusqu'au début du second tour de la procédure sélective.**

Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme. Elle ne peut plus être retirée unilatéralement par le candidat durant la période de validité fixée par GA. Dans le cas contraire, GA se réserve la possibilité d'activer la garantie bancaire à première réquisition remise par le candidat.

### 4.5 Variante de candidature

Une variante de candidature n'est pas admise. Le cas échéant, la variante de candidature est exclue de la procédure.

### 4.6 Candidature partielle

Les candidatures partielles ne sont pas acceptées. Le cas échéant, la candidature est exclue de la procédure.

### 4.7 Modifications de la candidature

Une candidature déposée ne peut pas être modifiée ou complétée après le délai de dépôt fixé par GA. Le cas échéant, la candidature est exclue de la procédure.

## 5 SELECTION

### 5.1 Critères de sélection et pondération

CRITÈRES	POIDS
<b>Critère 1 : Références</b>	<b>55%</b>
1.1 Références de l'entreprise totale – cf. Annexe B	30%
1.1.1 Référence 1	15%
1.1.2 Référence 2	15%
1.2 Références de l'architecte – cf. Annexe C	15%
1.2.1 Référence 1	7.5%
1.2.2 Référence 2	7.5%
1.3 Références du spécialiste en ingénierie aéroportuaire – cf. Annexe D	10%
1.3.1 Référence 1	5%
1.3.2 Référence 2	5%
<b>Critère 2 : Organisation pour le MEP</b>	<b>30%</b>
2.1 Fonctionnement proposé et ressources mises à disposition pour le MEP – cf. Annexe E	15%
2.2 Personnes-clés pour le MEP – cf. Annexe F	15%
2.2.1 Directeur de projet phase MEP	7.5%
2.2.1.1 Profil	3.5%
2.2.1.2 Référence 1	2%
2.2.1.3 Référence 2	2%
2.2.2 Chef de projet architecte sous-traitant phase MEP	7.5%
2.2.2.1 Profil	3.5%
2.2.2.2 Référence 1	2%
2.2.2.3 Référence 2	2%
<b>Critère 3 : Compréhension des enjeux du projet – cf. Annexe G</b>	<b>15%</b>
3.1 Enjeux relatifs à l'exploitation opérationnelle	5%
3.2 Enjeux relatifs à l'expérience passagers/mobilité	5%
3.3 Enjeux relatifs à la technique	5%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>

[PARAGRAPHE CRITERE ELIMINATOIRE SUPPRIME]

Un critère de sélection (y compris les sous-critères en cascade) peut être divisé en éléments d'appréciation. Si le nombre et l'ordre d'importance des critères sont définitifs et annoncés préalablement, GA se réserve le droit de fixer autant d'éléments d'appréciation qu'il est nécessaire

pour départager les candidats, ceci en respectant l'égalité de traitement et le principe de la transparence. Les éléments d'appréciation sont en relation directe avec un des critères. En cas d'égalité parfaite entre deux ou plusieurs candidats pressentis pour être sélectionnés, GA peut choisir librement le sélectionné.

## 5.2 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 et s'inspire du barème de la Conférence romande des marchés publics (CROMP). GA se réserve le droit de ne pas utiliser toutes les notes et d'utiliser des demi-points. GA n'a pas l'obligation de noter les éléments d'appréciation. Le cas échéant, il donne des appréciations qui permettront de noter le critère générique. Les notes peuvent également être dépendantes de la comparaison avec les autres candidats.

Les notes sont calculées automatiquement au moyen d'un tableur « Excel » avec un formatage à deux décimales de catégorie « nombre ». En cas d'égalité entre la note finale de plusieurs candidats, le formatage à deux décimales peut être passé un nombre de décimales supérieur pour les départager.

L'évaluation des candidatures se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats conformément aux informations demandées par l'adjudicateur. Les documents non demandés ou surnuméraires seront écartés et ne seront pas évalués.

Les trois entreprises totales dont les dossiers de candidature obtiendront les notes les plus élevées seront sélectionnées pour participer aux mandats d'étude parallèles.

## 5.3 Contrôle et explications de la candidature

GA procède à un contrôle technique et qualitatif de la candidature. Les candidats autorisent GA à vérifier les références fournies directement après des entités référencées.

Si GA estime que les justificatifs apportés par le candidat démontrent clairement et de manière évidente que le candidat ne peut pas réaliser le marché dans de bonnes conditions d'exécution ou sans mettre en péril la pérennité de son entreprise, GA prend une décision d'exclusion du candidat pour juste motif. La décision d'exclusion intervient d'office pour des erreurs manifestes répétitives, prépondérantes ou abusives au point de porter un préjudice à la crédibilité de la candidature dans son entier. Cas échéant, GA se réserve le droit d'engager une procédure en dommage et intérêts.

## 5.4 Décision de sélection

Dans le cadre de la présente procédure, GA a décidé de limiter à 3 le nombre de candidats sélectionnés pour participer au MEP. Néanmoins, GA se réserve le droit de réduire ce nombre, notamment s'il se trouve face à une insuffisance de dossiers ou avec des dossiers ne répondant pas aux exigences minimales. De même, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de réviser les exigences minimales si cela permet de garantir une concurrence efficace en sélectionnant un nombre suffisant d'entreprises totales pour participer aux mandats d'étude parallèles.

La décision de sélection est notifiée par publication sur le site [www.simap.ch](http://www.simap.ch) et GA envoie par mail à chaque candidat un tableau d'analyse multicritères qui indique ses résultats ainsi que ceux des candidats sélectionnés.

Dans un délai de 10 jours à compter de la notification par GA de l'entrée en force de la décision de sélection, le candidat sélectionné doit remettre la garantie de soumission mentionnée au chap.2.3.1 (critère d'aptitude n°3) du présent document. Dans le cas contraire, GA pourrait se voir contraint de rendre la décision de sélection le concernant caduque et GA, dans un tel cas, se réserve le droit de sélectionner le candidat le mieux classé suivant.

Les candidats sélectionnés recevront les instructions et documents nécessaires à leur participation

au MEP.

### **5.5 Renseignements relatifs à la décision de sélection**

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas sélectionné peut solliciter un entretien avec GA, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur sa candidature.



## 6 INDICATIONS SUR LES MANDATS D'ETUDES PARALLELES (DEUXIEME TOUR)

### 6.1 Périmètres du MEP

Les ET sélectionnées pour le MEP seront invitées à travailler sur deux périmètres :

- **Le périmètre de CAP2030** qui correspond à l'adaptation du terminal existant et la gestion de la mobilité Ouest/Sud ainsi qu'à l'extension du terminal (en bleu et en violet dans la fig. 1 ci-dessous) ;
- **Le périmètre de la plateforme multimodale et de la galerie commerciale CFF**, qui correspond à la gestion de la mobilité Est ainsi qu'à l'extension et au réaménagement de la galerie commerciale CFF (en rouge dans la fig. 1 ci-dessous).

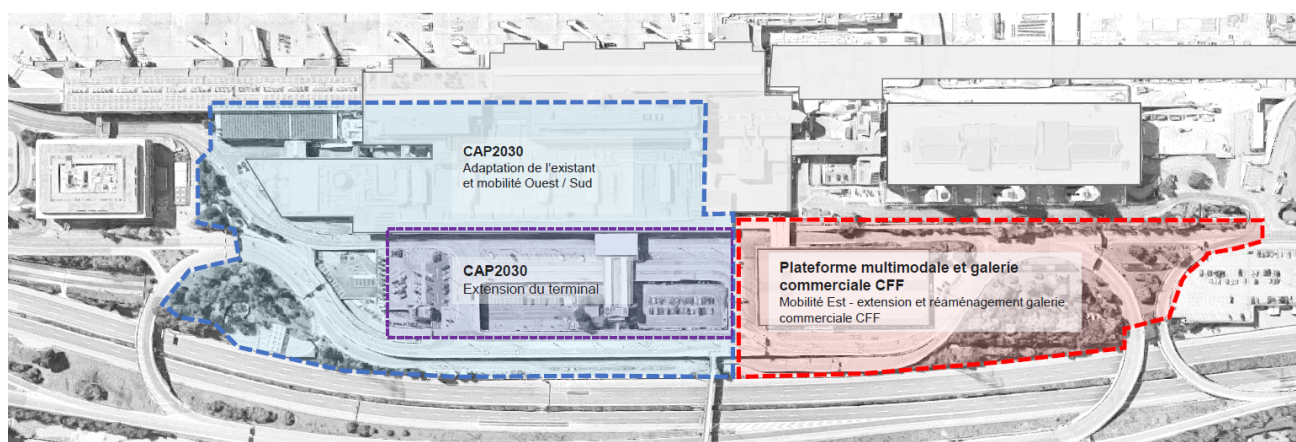


Fig. 1 – plans des périmètres

### 6.2 Interactions entre les candidats et le jury

Le but de la procédure est d'aboutir, par des échanges entre les candidats et GA, à des solutions permettant de répondre au mieux à ses besoins.

Il est ainsi prévu dans le cadre des mandats d'étude parallèles que les candidats interagissent avec le jury in corpore lors des 3 temps forts de la procédure : lancement des mandats d'étude parallèles, critique intermédiaire et critique finale.

Les candidats auront par ailleurs l'opportunité d'échanger avec les spécialistes internes et/ou externes de GA :

- lors des rounds de **questions-réponses**, où les équipes pourront poser des questions par email à GA, qui fournira les réponses à toutes les équipes, sans mention des auteurs des questions,
- lors des **ateliers thématiques** permettant à chaque équipe d'échanger sur un thème précis, de manière compartimentée, avec un ou des spécialistes internes et/ou externes de GA.

Le calendrier précis de ces échanges sera remis aux ET sélectionnées. Un planning intentionnel figure au chapitre suivant.



## 6.3 Calendrier

### Mandats d'étude parallèles (dates indicatives)

Envoi des documents du MEP aux candidats sélectionnés	21 février 2022
Séance de démarrage du MEP et visite du site	14 mars 2022
Ateliers, critique intermédiaire	Mars à novembre 2022
Rendu final des projets	16 janvier 2023
Critique finale	9 mars 2023
Décision d'adjudication	Fin avril 2023

### Planning d'intention pour la mise en service (dates indicatives)

Mise en service plateforme multimodale	2027-2028
Mise en service galerie commerciale CFF	2028
Mise en service CAP2030	2031-2032

## 6.4 Indemnités

Les prestations des mandats d'études parallèles seront rémunérées à hauteur de **CHF 300'000.- hors TVA** pour chaque candidat sélectionné, pour autant qu'il ait participé de manière active à tous les échanges prévus et qu'il ait remis les documents avec le niveau de qualité attendu à chaque rendu.

Les indemnités ne seront versées qu'à la fin de procédure, tout recours échu, aux candidats sélectionnés qui auront remis un projet admis au jugement.

Pour l'ET adjudicataire, l'indemnité sera considérée comme un acompte sur la tranche ferme du contrat d'ET.

## 6.5 Equipe

Les équipes sélectionnées pour participer aux mandats d'étude parallèles devront impérativement être complétées par les compétences suivantes :

- Protection Incendie
- Logistique / flux
- Flux de personnes
- Ingénierie mobilité
- Ingénierie civile
- Ingénierie CVSE
- Coordination technique pluridisciplinaire
- Géotechnique
- Acoustique
- Automatisation de la technique de bâtiments (MCR)
- Sécurité
- Ingénierie aéroportuaire (en complément du spécialiste en ingénierie aéroportuaire afin de couvrir l'ensemble des spécificités aéroportuaires)
- Physique du bâtiment

- Environnement / DGNB
- Sécurité chantier
- Entretien-maintenance.

GA se réserve le droit, pour la phase MEP, d'exiger des équipes sélectionnées qu'elles complètent leur équipe avec un architecte local.

#### **6.6 Documents remis aux ET sélectionnées**

Les ET sélectionnées recevront les « *Conditions administratives du MEP* » au lancement du MEP, accompagnées notamment des documents suivants (liste indicative et non exhaustive) :

- Programmes architectural et fonctionnel, fiches locaux
- Programme technique détaillé
- Programme exploitation maintenance
- Programme en phase de réalisation, cahier des charges organisation de chantier et continuité des activités
- Plans des bâtiments existants
- Documents techniques des bâtiments existants
- Documents concernant les contraintes de l'existant
- Etudes de faisabilité B et B'
- Etude de faisabilité galerie commerciale CFF
- Cahier des charges design global
- Cahier des charges sécurité-sûreté
- Cahier des charges équipement
- Cahier des charges social
- Cahiers des charge spécifiques
- Cahiers des charges et directives GA
- Contrats et annexes.

## 6.7 Critères de jugement

À ce stade de la procédure, GA envisage d'appliquer les critères de jugement suivants.

À l'issue des échanges, critiques et rendus, les projets remis dans le cadre du rendu final seront jugés par le jury sur la base des exigences de base, critères d'appréciation et pondérations suivants.

EXIGENCES DE BASE
<b>Respect du programme fonctionnel</b>
Respect des surfaces de traitement passagers et dimensionnement des processeurs pour 3'600 pax/heure à l'arrivée et au départ
Niveau de service Optimum (tranche inférieure) au sens de l'IATA Airport Development Reference Manual, 11 <sup>e</sup> édition.
Respect des surfaces commerciales et de leur répartition <i>landside/airside</i> .
<b>Phasage des travaux avec maintien des opérations et activités commerciales</b>
2'600 pax/heure à l'arrivée et au départ pendant les travaux.
Pour chaque phase de travaux, description des zones et surfaces restant en exploitation avec les cheminements passagers visant à irriguer ces zones et à optimiser les revenus commerciaux.
<b>Respect de la cible du développement durable</b>
DGNB Gold
<b>Possibilité d'évolution (étude de faisabilité sur le périmètre de réflexion)</b>

Le jury écartera les projets qui ne respectent pas ces exigences de base. S'il devait constater que seul un nombre très limité de projets serait retenu en appliquant cette règle, il se réserve le droit d'abaisser cette limite ou encore de prendre une décision d'interruption et de renouvellement de la procédure, s'il le juge nécessaire.

CRITÈRES D'APPRÉCIATION	POIDS
<b>Critère 1 : Prix</b>	<b>30%</b>
<b>Critère 2 : Fonctionnalité</b>	<b>25%</b>
<b>Critère 3 : Qualité architecturale</b>	<b>20%</b>
<b>Critère 4 : Mise en œuvre et organisation</b>	<b>15%</b>
<b>Critère 5 : Qualité technique</b>	<b>10%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>

La notation du critère prix se fera selon une **méthode linéaire**.

Les autres critères recevront une note allant de 0 à 5 selon le barème présenté dans le tableau ci-après.

## Barème d'évaluation (hors critère prix)

<b>0</b>	Aucune possibilité d'évaluation	Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document non éliminatoire demandé par rapport à un critère fixé.
<b>1</b>	Insuffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes.
<b>2</b>	Partiellement suffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes.
<b>3</b>	Satisfaisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats.
<b>4</b>	Bon et avantageux	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification.
<b>5</b>	Très intéressant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification.

Le jury se réserve le droit de ne pas utiliser toutes les notes. Les demi-points peuvent être utilisés si nécessaire.

L'adjudicateur se réserve toutefois le droit de ne pas adjuger le marché notamment :

- Si l'entreprise totale lauréate ne dispose plus de la capacité suffisante sur les plans financier, technique, organisationnel ou économique pour l'exécution du marché ;
- Si le montant offert pour l'ensemble du projet dépasse l'estimation budgétaire ;
- Si le montant offert pour la tranche ferme dépasse le crédit d'étude octroyé par le conseil d'administration de GA ;
- Si la Direction Générale de GA n'approuve pas la recommandation finale du jury.

Cas échéant, l'entreprise totale lauréate ne pourra prétendre à aucune indemnité ou dommages-intérêts.

## 7 APPROBATION

Le présent document a été approuvé par l'ensemble des membres du jury. Les signatures des membres du jury se trouvent en mains de GA.

## 8 VOIES DE RECOURS

Les voies de recours sont régies aux articles 55 ss RMP.

Dans les 10 jours à compter de sa publication, le présent appel à candidatures peut faire l'objet d'un recours dûment motivé auprès de la Chambre administrative (section administrative de la Cour de Justice), sise au 10 rue de Saint-Léger, case postale 1956, 1205 Genève.